

Depuis le 2 novembre, ils sont encore 41 à ne plus s'alimenter pour réclamer leur régularisation.

# A Lille, les sans-papiers dans la tente de la faim

Par **HAYDÉE SABERAN**  
Correspondante à Lille  
Photos **AIMÉE THIRION**

«**J**e suis déterminé, et en même temps j'ai peur.» Hamid (1), 42 ans, ne boit plus que de l'eau et du thé sucré, et prend parfois un peu de sel. «On m'a dit que ça aidait à tenir.» Il a commencé ce matin son 62<sup>e</sup> jour de grève de la faim, et il a peur de séquelles, «endommager mes reins, ou déclencher un diabète». Avec lui, ils sont 41, dont six femmes, allongés sous une tente bleue devant l'église Saint-Maurice, dans le centre de Lille, à l'entrée d'une des rues piétonnes les plus fréquentées de France. Ils sont algériens, marocains, thaïlandais, guinéens, entre autres. Certains annoncent être à leur 66<sup>e</sup> jour sans manger. Toute la journée, des ambulances viennent en chercher certains pour quelques heures à l'hôpital, puis les redéposent devant la tente. Le plus âgé a 54 ans, le plus jeune 19. Ils demandent à la préfecture qu'elle régularise 161 sans-papiers lillois. Cette dernière a déclaré que 31 étaient inconnus, 37 non régularisables, 40 connus

**La veille de la Saint-Sylvestre, deux des sans-papiers ont été expulsés vers l'Algérie, où l'un d'eux serait hospitalisé.**

comme demandeurs d'asile, 44 étaient régularisables et 9 régularisés. Elle a accepté de recevoir une délégation mercredi, en présence de membres de la Ligue des droits de l'homme, dont Annick Batallan (lire ci-contre).

Dans la tente, vendredi, Hamid raconte. «Hier, je n'ai pas dormi, cette nuit non plus, malgré mes six couvertures. J'ai froid, à l'intérieur», dit-il en montrant son thorax. D'habitude, il fait les marchés pour gagner sa vie, au noir. «Payé 15 à 20 euros par jour.» Depuis son arri-

vée en 2001, il vit chez ses parents. «Mon père est en France depuis 1963. Enfant, je ne le voyais qu'un mois par an, pendant les vacances. Il est français, ma mère l'a rejoint, elle a une carte de résident. Je les ai rejoints ici sur un coup de tête.» Au Maroc, il travaillait «dans une usine de carrelage, pas déclaré», et sur les marchés le week-end. Ici, il n'a pas tout suite fait des démarches. «Au début, à Lille, quand je voyais la police municipale, j'avais peur. C'était maison-marché, marché-maison.» Ses parents sont venus le voir sous la tente mercredi, et lui ont demandé d'arrêter la grève. Il continue. «La grève de la faim, c'est interminable. Comme les Feux de l'amour.»

## REPORTAGE

«**MALADIE CHRONIQUE.**» Actif à Lille depuis presque dix-sept ans, et encore plus depuis la campagne présidentielle, le Comité des sans-papiers du Nord a occupé tour à tour depuis janvier 2012 le siège lillois de l'UMP, la fac de droit, la direction du travail, l'antenne de l'Office de l'immigration et des locaux de la mairie de Lille. A chaque fois pour réclamer le droit de défendre les dossiers en préfecture au même titre que d'autres associations. En vain. Le 2 novembre, ils votent une grève de la faim. Ils passent trois semaines chez eux, puis investissent l'église réformée de Lille-Fives. Au bout de dix jours, l'église de-

mande leur expulsion. Ils sont dispersés dans 13 hôpitaux, puis dans des hébergements d'urgence de la région. Dans les hôpitaux, on ne les garde pas s'ils refusent d'être alimentés. Quelques jours avant Noël, ils débarquent dans l'église Saint-Maurice de Lille. Expulsés dans la journée, ils s'installent sur le parvis, où ils ont passé Noël et le nouvel an. La veille de la Saint-Sylvestre, deux d'entre eux sont expulsés vers l'Algérie. L'un est hospitalisé, à Tizi-Ouzou, selon le Comité des sans-papiers. «Ça nous a porté



Panumat est thaïlandaise et gréviste de la faim depuis début novembre.



La tente, installée sur le parvis de l'église Saint-Maurice de Lille, dans laquelle vivent les grévistes de la faim.



un coup au moral», reconnaît Patrick Kantsa, 39 ans, un des porte-parole, ex-gréviste de la faim. Jeudi après-midi, des manifestants ont occupé simultanément le hall de la mairie à Lille et le siège du PS, rue de Solferino à Paris. Les premiers ont été reçus par Pierre de Saintignon, adjoint de Martine Aubry, et les seconds par le Premier secrétaire, Harlem Désir. Depuis, les sans-papiers ont obtenu ce rendez-vous après-demain en préfecture, et la Croix-Rouge passe tous les soirs sous la tente. Une quarantaine a déjà arrêté la grève, explique Patrick Kantsa. «Certains se sont dit: "Je me bats pour obtenir des papiers, mais à quoi ça sert si je passe ma vie alité?" L'objectif est de travailler et de construire une vie, pas d'avoir une maladie chronique.» Il fait partie des soutiens qui assurent une présence et se relaient jour et nuit, qu'ils aient des papiers ou pas. Après cinquante jours de jeûne, il s'est réalimenté petit à petit. Mais, entre les douleurs et les vomissements, il a eu l'impression d'être «plus mal que pendant la grève».

**BERLINGOTS.** Les sans-papiers ont fait une demande prosaïque à la mairie: des toilettes, le temps de la grève. Laquelle refuse, arguant du fait que ça prolongerait, et donc encouragerait, le mouvement. «Cette forme de combat, nous ne voulons pas la cautionner, se justifie Pierre de Saintignon. Les personnes sont très fragiles, qui plus est dans des conditions de froid, de vent et de pluie.» Résultat, il leur faut taper à la porte de l'hôtel voisin, à celle du kebab ou uriner dans une bouteille, derrière la tente. Et la nuit, quand tout est fermé, regarder à gauche et à droite pour voir s'il n'y a pas de policier municipal à l'horizon, avant d'uriner contre un mur. Si on est pris, c'est 35 euros d'amende. «Quand on passe sa journée à boire de l'eau, il faut se lever toutes les deux heures», indique Ismahane, 24 ans. Allongée au milieu des femmes, à l'entrée de la tente, elle raconte avoir perdu 20 kg. Ancienne «manipulatrice en radiologie», en Algérie, elle dit manquer de potassium et craindre pour son cœur. Elle suce des berlingots de pansements gastriques pour éviter de vomir ce qu'elle boit. Elle n'a pas pris de douche depuis quinze jours. «On se lave et on se change dans les toilettes de l'hôtel, avec des lingettes que nous amènent des soutiens.» Parfois, elle va dans les toilettes du kebab, dans les odeurs de cuisine: «On se nourrit avec le cerveau.» Maigre, les traits tirés, Mouloud Bétriche, Kabyle, fait plus que ses 45 ans. Adolescent, il a fait de la prison politique en Algérie mais pense que ça ne suffit pas pour obtenir l'asile en France. Son père, aujourd'hui décédé, «est arrivé en France en 1929 et a combattu en 39-45». Il dit que ses parents sont morts, mais que ses neveux, ses cousins, ses amis sont ici. «Je n'ai plus grand monde en Algérie et suis tiraillé entre les deux pays. On devrait pouvoir faire des allers-retours.» S'il fallait recommencer la grève de la faim, il ne sait pas s'il aurait le courage. Elle a duré si longtemps qu'il ne veut plus «faire machine arrière». Juste avant de dire au revoir, il a envie d'ajouter: «Hollande, il ne faut pas qu'il oublie qu'il a été élu grâce à nous. Toute ma famille a voté pour lui. J'ai une belle-sœur qui avait voté Sarkozy au premier tour. Je l'ai convaincue de voter Hollande.»

(1) Le prénom a été modifié

## REPÈRES

### RÉGULARISATION

La circulaire du 28 novembre octroie un titre de séjour aux sans-papiers présents depuis au moins cinq ans en France, ayant un enfant scolarisé depuis au moins trois ans, ou ayant 12 fiches de paie sur les deux dernières années; ainsi qu'aux jeunes justifiant de deux ans de scolarisation au jour de leurs 18 ans.

«Il n'y aura pas de régularisation massive comme en 1981 et 1997. La situation économique et sociale de notre pays nous l'interdit.»

Manuel Valls le ministre de l'Intérieur devant le Sénat le 8 novembre

# 30 000

C'est l'estimation du nombre de régularisations attendues pour 2012 conforme au chiffre des années Sarkozy. Loin des 131 000 et 80 000 étrangers régularisés par les gouvernements Mauroy et Jospin en 1981 et 1997.

«Le gouvernement socialiste va créer des files d'attente de clandestins devant les préfectures.»

Guillaume Larrivé, député UMP

le 28 novembre à propos de la circulaire de régularisation de Manuel Valls

### SIX GRÈVES DE LA FAIM

À Lille, la première grève de la faim de sans-papiers a eu lieu en 1996, dans la foulée de celle de l'église Saint-Bernard à Paris, et s'est terminée par des régularisations. Idem en 1997, 1999, 2003 et 2004. Mais celle de 2007 s'est soldée par 13 expulsions vers la Guinée et l'Algérie.

Le 1<sup>er</sup> janvier a été publiée au JO la loi qui crée une retenue pouvant aller jusqu'à seize heures pour remplacer la garde à vue des sans-papiers, devenue illégale, et qui supprime aussi le délit de solidarité. Le texte prévoit en outre le droit à l'assistance d'un avocat et abroge le délit de séjour irrégulier en France, ne retenant que celui d'entrée irrégulière.

Pour Annick Batallan, de la Ligue des droits de l'homme, la gauche au pouvoir n'a rien changé:

## «On pourrait entendre Martine Aubry!»

Member de la Ligue des droits de l'homme (LDH) du Nord-Pas-de-Calais, Annick Batallan est présente aux côtés des sans-papiers depuis la première grève de la faim portant ces revendications dans le Nord, en 1996. Quarante et un sans-papiers sont en grève de la faim, qu'en dit la Ligue des droits de l'homme?

Ce qu'elle a toujours dit. Que la grève de la faim est un moyen trop violent pour ceux qui la pratiquent, mais que c'est une solution de désespoir pour ceux qui sont accablés, méprisés et qui n'arrivent à rien obtenir. Si nous ne sommes pas d'accord sur les moyens, nous soutenons les revendications. Comment ça se passe depuis l'arrivée de la gauche au pouvoir?

Disons qu'avec Sarkozy, c'était presque pareil, mais en pire. On s'interroge sur ce qui a changé. Les sans-papiers ont été très heureux de la victoire de Hollande. C'était «la gauche est au pouvoir, ça va changer». Ils pensaient que ça arriverait en mai. Puis il y a eu les vacances, et il ne s'est rien passé. Depuis septembre, ils sont désespérés et déçus. La nouvelle circulaire en décembre n'a pas changé grand-chose, tant elle est restrictive. Car très peu entrent dans ces critères. Les sans-papiers travaillent au noir. Quel employeur au noir fait des fiches de paie ou est prêt à signer une attestation? Quand on dit ça à la préfecture, on nous répond que la Direction du travail ne sanctionnera pas. Croit-on vraiment que beau-

coup d'employeurs de sans-papiers sont prêts à prendre ce risque? Hollande avait parlé de régularisations au cas par cas, sur des critères objectifs. On pensait qu'ils pourraient être interprétés de façon large. En 2004, il y a eu une importante grève de la faim à Lille, sous Chirac et Raffarin. Le gouvernement a envoyé Jean-Marie Delarue, l'actuel contrôleur général des prisons, qui a négocié avec le Comité des sans-papiers (CSP), le Mrap, la Cimade et la LDH. Il y a eu plusieurs centaines de régularisations. Ce qui a été fait sous la droite ne peut-il pas être fait sous la gauche? Ce serait ahurissant.

Le CSP 59 se plaint d'un manque de soutien des socialistes à Lille...

Le préfet ne fait rien sans l'aval de Manuel Valls, donc on n'est pas très étonné. Mais on pourrait entendre Martine Aubry! Pour l'instant, on n'a pas vu de déclaration ou d'action évidente des socialistes à Lille. On nous dit que Martine Aubry ne reste pas inactive, et que les actions discrètes sont plus efficaces. Bien sûr, ils sont au pouvoir et leur position n'est pas évidente. Mais il y a des points concrets: la mairie de Lille refuse de fournir aux sans-papiers les toilettes chimiques qu'ils lui demandent, au prétexte que ce serait une manière de cautionner la grève. On peut tout à la fois ne pas cautionner la grève de la faim et fournir des toilettes, pour des raisons humanitaires et d'hygiène.

Recueilli par H. S. (à Lille)